

Le Réseau européen/international de solidarité avec l'Ukraine et son ouverture vers l'Amérique latine

Il est posé au sein du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) la question de sa transformation en Réseau international ; en clair, il s'agit d'officialiser le fait qu'il n'est pas seulement européen. Officialiser, parce que dans les faits il est déjà élargi à quelques personnes ou groupes des continents américains. Pas de quoi faire débat, a priori.

Pour l'Union syndicale Solidaires, si les camarades d'autres continents n'ont pas jugé utile depuis 2022 de créer des réseaux continentaux de solidarité avec l'Ukraine et préfèrent rejoindre un réseau devenant international, il y a juste à prendre acte.

Mais c'est l'occasion pour nous d'attirer l'attention sur les motivations de cette proposition, plus de quatre ans après la création du RESU. Cette proposition est faite à la suite à la conférence antifasciste internationale qui s'est tenue à Porto Alegre, fin mars. Pour redire les choses déjà dites à ne nombreuses reprises, dès janvier 2026, au sein du comité français du RESU :

L'Union syndicale Solidaires n'a pas participé à cette conférence internationale antifasciste, pour deux raisons essentielles :

- d'une part, le fait qu'elle soit convoquée par le PT, le PCdoB et le PSOL. Que ce soient des organisations partidaires participant et/ou soutenant le gouvernement Lula qui convoquent cette initiative n'a pas soulevé l'enthousiasme, d'autant que dans les onze conférences programmées, il n'y avait rien de prévu à propos de la responsabilité des gouvernements de gauche dans la montée de l'extrême droite ;
- d'autre part, et c'est plus directement lié à ce qui concerne le RESU, parce qu'en matière de guerre, d'impérialisme, de résistance des peuples, jamais il n'était fait état de l'Ukraine et de la Russie, ni dans le texte d'appel, ni dans les onze conférences programmées. Aussi, nous considérons que cette initiative n'avait pas de rapport avec la solidarité avec la résistance ukrainienne. Pour autant, nous précisons n'avoir aucun avis à donner sur le fait que des organisations du RESU participent à cette rencontre, comme chacune peut le faire pour les initiatives qu'elle souhaite.

La mise en avant, par les organisateurs et organisatrices de représentants et représentantes d'une organisation française connue pour son absence de soutien à la résistance ukrainienne ne risquait pas d'aviver des regrets quant à notre non-participation.

Nous avons décidé de ne pas fragiliser le comité français du RESU lorsqu'au sein de celui-ci a été acté que la présence de camarades d'Ukraine et du RESU à Porto Alegre était une bonne chose, au nom d'un consensus qui n'existait pas (et pas seulement du fait de représentants de l'Union syndicale Solidaires).

Pour ce qui nous concerne, avant comme après, il est clair que cette initiative ne concernait pas le soutien à la résistance ukrainienne. Pour comprendre le contexte, nous partageons ce que disent les représentant·es du Comité International de la Quatrième Internationale : « *En fait, nos organisations [de la 4^{ème} internationale] – en particulier le MES, une tendance au sein du PSOL particulièrement forte dans le Rio Grande do Sul – constituaient une grande partie des participants : d'une part, c'est une source de fierté, mais d'autre part, cela reflète le fait que la lutte pour l'unité, pour la construction d'un mouvement de masse aux côtés des organisations réformistes et des syndicats, reste encore à mener.¹ »*

Si nous revenons sur le sujet aujourd'hui, c'est parce que cette dynamique, à notre sens mortifère pour les activités communes au sein du RESU, continue. Nous ne débattons pas du caractère positif ou pas que quelques dizaines de personnes déjà convaincues aient participé à un atelier (parmi 150) avec les camarades d'Ukraine au sein de cette conférence rassemblant plusieurs milliers de personnes ; ni du fait que la résistance ukrainienne et le régime de Poutine n'existent toujours pas dans la déclaration finale.

Mais les conditions dans lesquelles l'ouverture à l'Amérique latine devient une évidence pour beaucoup interrogent : c'est explicitement dans la suite de Porto Alegre et en se basant sur les liens avec un des courants internes au PSOL, le MES. Qu'une partie d'un parti politique brésilien soutienne la résistance ukrainienne n'est évidemment pas critiquable, au contraire ; qu'en 2026, nous fassions semblant de découvrir qu'il y a des forces syndicales et politiques en Amérique latine, et particulièrement au Brésil qui sont sur ces positions est embêtant : cela existe depuis quatre ans ; et pas seulement en termes de positions mais aussi de pratiques s'y rapportant.

- Au sein du comité français du RESU, et plus globalement du RESU, nous avons eu l'occasion d'expliquer à plusieurs reprises le travail commun que nous menions à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes avec nos camarades de la Central sindical e popular Conlutas.
- Depuis 2022, ces camarades ont participé à trois convois syndicaux vers l'Ukraine, tant sur le plan des personnes se rendant sur place que pour la solidarité financière et matérielle.
- La CSP Conlutas a organisé une campagne pour l'eau lancée par le syndicat KVPU des mineurs de Kryvyi Rih. Cette campagne a été lancée lors du dernier congrès de la CSP-Conlutas en 2023 et s'est poursuivie par des actions à São José dos Campos, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Mariana, São João del Rey et São Paulo, en présence d'un responsable du syndicat des mineurs.
- Ils et elles ont invité des représentantes et représentants de syndicats ukrainiens à leurs congrès où ils et elles se sont exprimé·es devant 3 000 personnes.
- La CSP Conlutas a organisé au Brésil la campagne pour la libération de deux militants de mouvements sociaux, Denys Matsola et Vladyslav Zhuravlev, qui ont été faits prisonniers de guerre au début de l'agression à grande échelle en 2022 à Marioupol.
- Depuis le début de l'agression russe à grande échelle en 2022, la CSP-Conlutas participe régulièrement aux manifestations mensuelles de la communauté ukrainienne à São Paulo.
- Et puis, des camarades de la CSP Conlutas ont mené plusieurs activités locales : conférences lors des activités de rentrée universitaire dans plusieurs universités, débats au sein des syndicats et du mouvement populaire, ainsi que des activités en ligne avec des militants et militantes en Ukraine.

En deux mots, depuis 2022 nous savons qu'il existe des forces « non campistes » en Amérique latine, et notamment au Brésil, qui font des choses depuis quatre ans ; la moindre des choses est de s'appuyer sur elles en priorité, non ? Ce serait source d'efficacité, certes sans pour autant prétendre résoudre par ce seul biais la question de « *la construction d'un mouvement de masse* » ; ce serait signe d'une volonté partagée de continuer à construire ensemble la solidarité internationaliste avec la résistance ukrainienne.

¹ <https://inprecor.fr/la-conference-antifasciste-et-anti-imperialiste-de-porto-alegre-grandes-avancees-defis-et>

Le récent texte d'Alfons Bech, coordinateur syndical de l'ENSU, est également mis en avant comme ouvrant des perspectives pour l'avenir à construire ensemble. Quelle est la conclusion de ce texte ? C'est ceci : « *Porto Alegre a montré qu'il était possible de se rassembler et de lutter ensemble. La Quatrième Internationale, le MES-PSOL, la LIS, le PSTU-LITCI, l'UIT-CI, Democracia Socialista de Puerto Rico, La Aurora... ainsi que d'autres organisations politiques et revues révolutionnaires s'accordent pour soutenir l'Ukraine. La plupart d'entre elles ont participé à Porto Alegre. Serait-elle d'accord pour travailler ensemble à l'organisation d'une conférence antifasciste en Europe autour de points communs où la lutte contre tous les impérialismes, la liberté des peuples et le front unique de la classe ouvrière seraient la référence commune ?* » En ce qui nous concerne, si nous participons à l'ENSU/RESU, c'est pour construire et/ou amplifier des actions de solidarité avec la résistance ukrainienne (et les désobéissant·es russes opposé·es à la guerre, les forces syndicales du Belarus en exil, etc.). D'où notre choix, confirmé, de ne pas participer à des discussions à propos d'initiatives qui n'entrent pas dans ce cadre. Qu'est-ce qu'une initiative qui ne rentre pas dans ce cadre ? C'est, par exemple :

- une initiative dont l'appel ne mentionne ni l'Ukraine ni la Russie,
- une initiative dont les organisateurs et organisatrices confirment que c'est délibérément que ces mots et ces sujets là ne sont pas mentionnés pour gagner certaines organisations,
- une initiative qui ne prévoit aucune séance plénière consacrée à l'Ukraine, à la Russie,
- une initiative dont le texte final ne mentionne ni l'Ukraine ni la Russie.

Reste que bien évidemment chaque composante de l'ENSU, chaque composante du comité français du RESU a toute liberté pour y participer sans que cela interfère avec l'activité et les réunions ENSU/RESU.

Ceci étant, puisque cette rencontre ne cesse d'être évoquée dans les réunions et les échanges du RESU et de son comité français, ajoutons qu'a posteriori, la présence dans la conférence d'un agent d'influence de la République islamique d'Iran dont le drapeau ornait une tribune, et son intervention applaudie, alors que ce régime dictatorial venait d'assassiner plus de 30 000 Iranien·nes ont montré les « limites » politiques particulières du champ de la lutte anti-impérialiste et antifasciste que les organisateurs et organisatrices avaient dressées et dont, de plus, la Russie, à leurs yeux n'était en rien concernée, puisque nulle part mentionnée dans les différentes déclarations.



C'est en complète contradiction avec le soutien aux travailleurs et travailleuses, aux femmes, à toutes celles et tout ceux qui, sur place et en exil, luttent depuis des années contre ce régime. Ce n'est pas supportable pour les camarades de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran, par exemple ; c'est en opposition avec le travail mené en intersyndicale, en France et à l'échelle internationale.

Pour en revenir au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et à son comité français, à notre sens, il serait utile que les activités se recentrent sur les actions directes de solidarité, menées et à mener, nationalement, comme localement ou sectoriellement :

- par la poursuite de l'organisation de campagnes spécifiques ;
- par la poursuite de l'organisation ou la co-organisation d'événements permettant de faire connaître la résistance ukrainienne (publications, débats, films, etc.)
- par le soutien à des campagnes ou initiatives autres (d'autres collectifs, de l'intersyndicale, etc.).